



Déclaration commune CGT/SOLIDAIRES

Monsieur le Directeur,

Les organisations syndicales CGT et Solidaires, appellent ce jeudi 05/12 les agent·es de la Fonction publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire.

Préalablement à cette mobilisation nous avons tenu à nous déplacer pour vous faire part du ressenti des agents des hautes alpes sur les éléments de contexte nationaux et la situation locale.

Vous le savez, depuis des semaines le gouvernement et particulièrement le ministre de la Fonction publique se livrent à un véritable « fonctionnaire bashing » .

Cette stratégie produit des effets pervers avec des centres des finances publiques actuellement pris pour cible. Rappelons le ici les agents des Finances publiques ne sont en rien responsables des difficultés que rencontre le monde agricole dont nous comprenons les difficultés.

A travers le symbole des finances publiques qui participent efficacement aux remboursements et avances dont bénéficie le monde agricole, c'est surtout l'état qui est visé.

Nos organisations fidèles à leurs habitudes seront aux côtés des agents des finances publiques dans le contexte particulier en cours.

Au niveau national nous dénonçons ce jour les 3 jours de carence dans la fonction publique adossés à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, et la disparition de la gipa . Nous n'oublions pas les nombreuses évolutions négatives en cours au sein de notre administration (suppressions d'emplois, modification des règles de gestion etc...)

Nos organisations réclament :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales, l'abandon des orientations du projet de loi dit « guerini »

Au niveau local les sujets ne sont pas clos, les inquiétudes persistent, vous ne pouvez l'ignorer.

Aussi dans la période actuelle nous avons établi une petite liste de questions à votre attention, dont les réponses permettront (nous l'espérons) aux agents de la Ddfip 05 de passer un joyeux Noël et au-delà une année 2025 plus sereine.

Question 1:

Combien de suppression de postes sous le sapin de Noël de la DDFIP 05? Allez-vous défendre corps et âme notre département où allons-nous retomber dans la sinistrose comme en 2022. (année de votre arrivée dans le département) période pour laquelle nous avons connu une suppression record qui impacte encore nos services trois ans plus tard ?

Les annonces de la direction générale faisaient état d'un moratoire sur les suppressions d'emplois en 2025. Au vu de la situation budgétaire il n'en sera rien, nous l'affirmons ici les agents des finances publiques qui ont perdu près de 34 000 emplois depuis 2008 n'ont pas à subir de nouvelles mesures d'austérité. Vous jouez un rôle majeur dans la politique de l'emploi au niveau local, notre attente est donc immense et légitime pour préserver le service public rendu à l'utilisateur sur le territoire et à travers lui la défense de nos conditions de travail au quotidien.

Question 2:

Va-t-on pouvoir continuer à encaisser les moqueries et la colère des usagers comme l'a démontré le nouveau bug sur la THLV qui jette en pâture nos collègues exposés en première ligne et génère un surplus de travail monumental ? (750 dossiers à Briançon, 350 à Gap)

Cette ineptie vient pourrir la vie des services et déconsidérer une fois de plus les fonctionnaires de la DDFIP dans l'exercice de leur mission.

Question 3:

Garantissez-vous l'arrêt des réformes et des effets collatéraux du NRP dans ce département. Allez-vous permettre aux agents de travailler dans la sérénité et la continuité pour éradiquer la souffrance au travail, un concept clairement évoqué lors de la dernière visite de site de la Formation spécialisée.

Question 4:

Allez-vous prendre des engagements sur la pérennité de nos structures (Sip, Sie, Sgc, Paierie, Th), la continuité de nos missions (foncier, recouvrement, contrôle fiscal), la solidité de nos implantations géographiques plus que réduites désormais. (3)

Il nous paraît inutile de promouvoir le concours Lépine de l'innovation dont le seul effet sera de booster la carrière de vos cadres ambitieux à court terme.

La force de ce département ce sont ces hommes et ces femmes qui depuis 1, 3, 5, 10, 15 ou 20 ans voir même plus s'échinent à faire tourner l'arrière boutique dans un contexte rendu toujours plus difficile au fil des ans.

Vos éléments de langage sur la simplification, la priorisation avec vos PowerPoint et vos tableaux Excel sont trop souvent éloignés de nos réalités. Ils ne répondent pas aux attentes des personnels.

Nous avons la volonté de faire vivre le service public dans ce département, d'exercer dignement nos missions, de répondre aux attentes des usagers et d'incarner le lien social qui nous relie aux populations et aux territoires des Hautes Alpes.

Nous l'affirmons haut et fort devant vous ce matin, notre détermination pour atteindre ces objectifs ne faiblira pas.